



PREFECTURE DES PYRENEES ATLANTIQUES

Sous-Préfecture de Bayonne

Bureau de la citoyenneté
et des relations avec les collectivités territoriales
Service des Associations
Affaire suivie par Mme HEINBACH
Tél : 05.40.17.27.36
2 allées Marines-CS50003-64109 BAYONNE

Le numéro W641012222
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W641012222

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet

donne récépissé à **Madame**
d'une déclaration en date du : **12 août 2019**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

RESAK

dont le siège social est situé : 34 rue D Archilua
64500 Saint-Jean-de-Luz

Décision prise le : **31 juillet 2019**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Statuts
Procès-verbal

Bayonne, le 13 août 2019

Pour la Sous-Préfète
Le Chef de Bureau
Françoise ROSIER

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.